Le Collectif des Artistes, Auteurs, Morlaix, le 6 novembre 2019, de Bretagne

A Monsieur Loïg CHESNAIS-GIRARD Président du Conseil Régional de Bretagne

Copie à : Monsieur Jean-Michel LE BOULANGER, Premier Vice-Président, chargé de la culture et de la démocratie Madame Lena LOUARN, Vice-Présidente, chargée des langues de Bretagne

MadameKaourintine HULAUD, conseillère régionale en charge du Gallo

Monsieur le Président,

Récemment, vous avez été informé de l’Appel des Auteurs et Artistes\*, des Universitaires\*\*, opposés à la francisation des noms de lieux en breton et gallo. La manifestation de Telgruc-sur-Mer qui répond à cet appel, a rassemblé près de 600 personnes. Depuis cet événement, nous recevons des centaines de signatures de particuliers qui s’associent à cette opposition.

Dans ce contexte, vous avez pris l’initiative d’écrire au Président de la Poste afin de lui demander des éclaircissements, ce dont nous vous sommes reconnaissants.

Mais au-delà de ces actions ponctuelles qui ont touché un large public et suscité un émoi médiatique, **la question posée par ces auteurs, artistes, universitaires est celle de la politique linguistique du Conseil régional de Bretagne**.

En effet, ils s’inquiètent de la situation catastrophique dans laquelle se trouvent aujourd’hui les langues de Bretagne et leur enseignement. A droits et moyens constants et en l’absence de réaction énergique, il en sera bientôt fini de nos espérances de voir sauvegarder nos langues, ce trésor qu’il nous appartient de léguer aux générations futures.

**3%** seulement de nos enfants sont scolarisés en classe bilingue alors qu’ailleurs la situation est beaucoup plus favorable : **50 %** des jeunes Basques du nord reçoivent désormais un enseignement dans leur langue.

Nous ne pouvons accepter cet échec et il est difficile de ne pas y voir un manque de volonté politique.

Combien de générations d’enfants sacrifiées, privées de leur langue, de leur culture et de leur histoire ? En faudra-t-il de nouvelles ?

Il est temps d’élever la politique linguistique au rang de priorité première de l’action publique en Bretagne et de décupler l’effort consenti. Avec moins de 1% du budget de la région, cette politique demeure secondaire, ce qui n’est plus tolérable.

**Nous demandons solennellement au conseil régional de Bretagne de placer la sauvegarde de nos langues au rang de priorité première :**

- de consacrer à la politique linguistique un budget digne d’une principale politique publique.

- de mettre en place un rapport de forces politiques avec les services de l’État afin de former au plus vite, plusieurs centaines d’enseignants dans nos langues, comme cela se fait en Corse, afin d’aboutir à moyen terme à la généralisation de leur enseignement.

Cette action résolue doit passer par la création d’une licence d’enseignement dans chaque université bretonne ainsi que par des aides significatives aux étudiants désireux d’investir ces formations.

L’introduction de l’anglais ou d’une troisième langue, pourra se faire dès la maternelle selon les nouvelles pédagogies. À défaut, le développement de l’enseignement bilingue français/anglais se fera au détriment de nos langues.

La réussite scolaire de nos enfants est également en cause tant il est établi que le bilinguisme précoce est l’une des clés de la construction de l’enfant et du développement de son intelligence\*\*\*. Pour l’instant, ce n’est pas un hasard : c’est à Paris que le bilinguisme éducatif se développe.

Nous sommes à un moment crucial de notre histoire collective bretonne.

**C’est un véritable plan Marshall** qu’il faut pour nos langues. Ne rien faire ou si peu, tergiverser plus longtemps, nous conduira à l’effacement et à la disparition de notre Histoire et de nos langues, ces piliers de notre existence collective.

C’est une responsabilité historique qui pèse à présent sur les épaules de nos élus du conseil régional et du Président de la Région Bretagne.

**Un échec en la matière, quelles qu’en soient les raisons, ne serait plus tolérable. La survie de nos langues est à ce prix.**

Les signataires de la présente lettre vous prient de bien vouloir les recevoir pour un entretien portant sur cette question fondamentale pour notre avenir collectif.

Cette lettre, compte tenu de la situation critique dans laquelle se trouvent nos langues, sera une Lettre ouverte adressée à la presse.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l’assurance de notre haute considération,

*Pour le Collectif,*

Paolig Combot, Président d’Ar Falz\*

\*adresse téléphone et mail d’Ar Falz

Liste des signataires